

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-égyptiennes, la situation en Libye et sur la lutte contre le terrorisme, au Caire le 17 avril 2016.

Monsieur le Président,  
Mesdames, messieurs,

C'est la deuxième visite que j'effectue en Egypte puisque l'année dernière, au mois d'août, j'étais présent ici dans votre pays lors de l'inauguration du doublement du canal de Suez. Monsieur le Président SISSI, vous m'y aviez invité pour une visite d'Etat. Je suis donc au Caire aujourd'hui. Dans les discussions que nous avons eues et qui vont se poursuivre encore demain, nous avons voulu donner à notre relation, celle de la France avec l'Egypte, toute l'intensité nécessaire et dans tous les domaines : dans le domaine politique, économique, culturel et même, vous l'avez évoqué, touristique.

Nous avons abordé d'abord la situation de la région et les initiatives que nous devons prendre pour contribuer à la stabilité et à la paix. D'abord par rapport à la Libye. Le gouvernement de monsieur SARRAJ est pour nous le gouvernement légitime, qui peut préparer l'avenir de la Libye et le rassemblement de tous. Demain, il y aura une réunion de la chambre des représentants et nous souhaitons que ce gouvernement puisse avoir toute l'autorité nécessaire pour assurer la sécurité, pour préparer une nouvelle étape pour la Libye.

L'armée libyenne doit être renforcée et elle contribuera aussi, avec le gouvernement et sous l'autorité du gouvernement, à cette solution. Nous avons attendu longtemps pour qu'il y ait un gouvernement, qu'il y ait une autorité. Nous y sommes, mais nous n'en avons pas terminé. Nous travaillerons ensemble, Egypte et France, pour qu'avec la communauté internationale, nous puissions en finir avec ce qui s'est trop longtemps produit en Libye, c'est-à-dire le chaos.

Nous avons également voulu aborder l'avenir de la Syrie. Nous pouvons offrir une issue étape par étape, à condition que la négociation trouve effectivement sa place, que la trêve soit respectée et qu'il y ait de la part de l'ensemble des parties prenantes - je parle des pays voisins ou des pays extérieurs - la pression nécessaire pour qu'il y ait une Syrie qui retrouve la stabilité, la sécurité et surtout la paix. Et qu'elle en termine avec les massacres, les oppressions et le terrorisme.

Nous avons aussi voulu parler d'autres sujets, le Yémen. Et là aussi, la solution qui s'esquisse. Je sais les conversations qui ont eu lieu ici même au Caire entre le président égyptien et le roi d'Arabie Saoudite. C'est ensemble que nous pouvons trouver, là encore, les réponses.

J'ai également voulu que la France lance une initiative pour aborder le conflit israélo-palestinien. L'Egypte soutient l'initiative française qui est une initiative au service de la paix et d'une perspective pour en terminer avec ce conflit. C'est l'intérêt de tous.

Voilà pourquoi il est très important que dans le cadre de cette visite que je vais prolonger ensuite - j'ai commencé par le Liban nous puissions tous converger vers des solutions. Néanmoins comment cacher que la situation au Moyen-Orient est grave et que le terrorisme y a des racines profondes et que nous devons lutter avec détermination par rapport à ce fléau ? C'est pourquoi nous avons entre l'Egypte et la France défini des accords pour la sécurité de la région et la sécurité de l'Egypte. Pour nous, la sécurité de l'Egypte, c'est la sécurité de la région et la sécurité de la région. c'est la sécurité aussi de l'Europe. Il v a eu. vous le savez. un certain nombre

d'accords qui ont été passés, de moyens qui ont pu être mis à la disposition de l'Egypte et il y aura toujours cette coopération. Elle est nécessaire et elle est fondée sur la confiance.

La lutte contre le terrorisme, l'Egypte sait de quoi hélas - ces fondamentalistes sont capables. Nous devons, là encore, coordonner nos efforts. Le terrorisme, ce n'est plus simplement des groupes, ce sont aussi des parties du territoire ici, au Moyen-Orient, qui sont contrôlés par eux. Il nous faut également nous convaincre que le terrorisme a des racines aussi en Europe et que nous devons lutter contre et les causes et les conséquences de ce terrorisme. Ce qui suppose de la fermeté mais ce qui suppose aussi - et je l'ai rappelé ici au Caire qu'il y ait un Etat et un Etat de droit. C'est le sens de ce que la France évoque quand elle parle des droits de l'Homme. Les droits de l'Homme ne sont pas une contrainte. Les droits de l'Homme sont aussi une façon de lutter contre le terrorisme dès lors que la sécurité est assurée et que l'action déterminée est affirmée.

Les droits de l'Homme, c'est à la fois la liberté de la presse, la liberté d'expression et c'est aussi avoir un système judiciaire qui puisse répondre à toutes les questions qui sont posées.

Nous voulons avec l'Egypte intensifier nos relations économiques. De ce point de vue, là encore, des entreprises nombreuses sont venues mais elles ne pourront travailler que s'il y a la sécurité - c'est la condition du développement économique partout dans le monde. Et là encore, les entreprises françaises ont fait le choix de l'Egypte et continueront à y investir. Elles disposent aussi de la confiance des entreprises égyptiennes ou des partenaires égyptiens. Dans de nombreux domaines, il y aura des avancées - aussi bien dans le domaine des transports (le métro du Caire) que dans le domaine de l'énergie sous toutes ses formes, dans le domaine industriel, par exemple, l'assainissement, les stations d'épuration qui peuvent répondre là encore aux exigences qui sont posées pour que les technologies françaises puissent être la réponse. Les entreprises françaises sont prêtes.

Et puis, nous avons une relation qui est pleinement culturelle parce que l'Egypte est un grand pays & le grand pays de la région. Mais l'Egypte est aussi un pays héritier d'une très grande culture et d'une très grande civilisation. Nous voulons participer autant qu'il est possible à cette richesse patrimoniale comme à cette richesse en termes de création. Il y a aussi une francophonie qui se déploie en Egypte et pour nous, l'enseignement du français est très important. Alors là encore, il y aura un certain nombre d'accords qui seront passés dans ce domaine culturel, linguistique. Nous voulons aussi en matière de tourisme, pouvoir démontrer que la sécurité étant revenue, il est possible pour tous ceux qui aiment l'Egypte et ils sont très nombreux - de venir comme touristes y passer le temps nécessaire.

Nous voyons bien que ce que nous voulons établir entre la France et l'Egypte, ce n'est pas simplement une relation de circonstance parce que la région est frappée ou parce qu'il y a des réponses que nous devons apporter. Ce n'est pas simplement pour des questions économiques parce que l'Egypte a un développement très rapide et parce que les entreprises françaises ont des technologies à faire valoir. Non. Ce que nous voulons établir entre la France et l'Egypte, c'est une relation durable mais qui répond à certaines conditions, et qui aura à être enrichie dans les prochaines années. Ce que nous avons engagé avec le président SISSI, je pense, a ou aura des prolongements importants pour nos deux pays.

Merci.

Questions des journalistes

Journaliste : Bonsoir Monsieur le Président, nous avons bien entendu ce qu'a dit le Président SISSI il y a quelques instants à propos des droits de l'Homme. Néanmoins, de nombreuses ONG s'inquiètent des violations des droits de l'Homme en Egypte, certaines parlent de dictature, évoquent les cas de torture, sans oublier le Français Éric LANG et l'Italien Giulio REGENI.

Monsieur le Président, avez-vous saisi le président SISSI d'une liste précise de noms ? Avez-vous obtenu des avancées les concernant ? Considérez-vous que les droits de l'homme et les violations des droits de l'homme soient compatibles avec le commerce avec l'Egypte ?

LE PRESIDENT : Nous avons évoqué - le président SISSI d'ailleurs l'a rappelé lui-même - les questions relatives aux droits de l'Homme, y compris les sujets les plus sensibles - le cas d'Eric

LANG dont les conditions de la mort n'ont pas été données au moment où je parle, ou de Giulio REGENI, dont on sait également les questions qui se posent et qui n'ont pas trouvé encore de réponse. Chaque fois que je me déplace et surtout dans un pays qui nous est aussi proche de l'Egypte, je parle des sujets, de tous les sujets. Par exemple sur un certain nombre de dossiers personnels, je ne manquerai pas de dire au président SISSI ce que nous attendons. Mais en même temps que je le fais, dois-je écarter ce qui fait que nous sommes ensemble, la France et l'Egypte ? Toutes les grandes questions politiques que nous avons à traiter ? Les solutions que nous devons trouver ensemble à un certain nombre de situations qui ont des conséquences sur l'Europe et sur la région, le terrorisme ? Si nous n'étions pas ensemble pour assurer la sécurité la sécurité de l'Egypte, on a parlé de la Libye - ce serait manquer à mes propres devoirs par rapport à la sécurité en Europe et en France.

De la même manière, il y a des relations économiques et culturelles. Elles doivent non seulement se poursuivre mais s'intensifier. Donc comme je l'ai dit, entre l'Egypte et la France, nous sommes suffisamment proches pour n'occulter aucun sujet et pour prendre tous les domaines comme un levier pour notre coopération. Mais je fournirai y compris une liste de cas personnels, je l'ai dit au président SISSI.

Journaliste : Lors de chaque visite d'un responsable occidental en Egypte, pourquoi est-ce qu'il y a des questions qui sont posées pour entraver ces relations et ces visites comme cela a été le cas lors de la visite de responsables italiens, lors de votre visite aujourd'hui ? Le monde entier s'est indigné après les actes terroristes en France et en Belgique. L'Egypte est en train de lutter contre le terrorisme ici et parfois les médias occidentaux montrent un certain manque de transparence ou de franchise ou de sincérité lorsque vous parlez de ces sujets. Vous parlez du terrorisme, Monsieur le Président HOLLANDE, avec le Président égyptien. Que peut donner la France et que peut donner l'Europe comme aide à l'Egypte et comment est-ce qu'il est possible de corriger cette image déformée et erronée qui est donnée de l'Egypte alors que ce gouvernement est né par la volonté du peuple ? De même, comment évaluez-vous la politique de l'Iran à l'encontre d'un certain nombre de pays arabes ?

LE PRESIDENT : Le terrorisme a frappé de nombreux pays, l'Egypte en particulier. Il y a eu encore récemment des attaques terroristes particulièrement graves. La France, vous le savez, a été également attaquée et nous sommes donc tous concernés par la lutte contre le terrorisme et nous devons tous nous mobiliser. Ce qui fait la force d'un pays, c'est d'être capable de répondre quand il est attaqué, y compris en utilisant les moyens de la force mais aussi les moyens du droit. Ce sont les deux qui permettent d'arriver aux résultats. Il ne faut pas voir dans une question, celle des droits de l'Homme, une attaque. Il faut y voir une attente et aussi une exigence. Et moi, je pense que c'est en parlant, c'est en faisant en sorte de converger dans la lutte contre le terrorisme que nous pourrons aussi apporter des réponses en matière de droits de l'Homme. Ce qui est très important dans cette période, c'est que l'Europe et l'Egypte puissent avoir de bonnes relations. Pour que ce résultat soit atteint, il faut apporter un certain nombre de réponses.

Sur la question de la sécurité, la France a voulu que l'Egypte puisse disposer, si elle le souhaitait, des moyens pour assurer sa propre défense et pour agir contre un certain nombre d'éléments terroristes. En même temps, nous avons des principes que nous défendons toujours. Voilà pourquoi il ne faut pas prendre cette question comme une attaque contre l'Egypte. C'est parce que sans doute, on est très attaché à ce que l'Egypte représente, que cette question est légitime.

Journaliste : Monsieur le Président HOLLANDE, Monsieur le Président AL SISSI. Monsieur le Président HOLLANDE, vous avez évoqué l'autorité du gouvernement libyen d'union nationale. Quelle action attendez-vous de l'Egypte pour que cette autorité soit affermie ? Faut-il que l'Egypte fasse pression directement sur le général HAFTAR ? Attendez-vous que ce gouvernement d'union nationale fasse appel à l'aide militaire de la communauté internationale pour lutter contre Daech, pour lutter contre ce que vous avez appelé « le chaos » et dans ce cas, y répondrez-vous favorablement ?

LE PRESIDENT : Tout d'abord, s'il y a un pays qui est concerné par la situation en Libye, c'est l'Egypte. Il y en a un autre aussi, c'est la Tunisie de l'autre côté. Mais le Président SISSI le

rappellerait mieux que moi : la frontière entre l'Égypte et la Libye est un sujet de très grave préoccupation.

Pour la France et pour l'Égypte - mais je ne veux pas m'engager à la place du président SISSI, nous en avons discuté - il est essentiel que le gouvernement SARRAJ puisse être pleinement légitime et son autorité pleinement reconnue. Il est également majeur que l'armée libyenne puisse disposer de la force nécessaire pour rétablir la sécurité sous l'autorité du gouvernement. Ce que nous devons faire, c'est que l'ensemble des parties prenantes, extérieures, intérieures puissent converger. Notamment demain puisque la chambre des représentants aura à se prononcer. Et c'est vrai que l'Égypte a aussi son influence en Libye et qu'il y a effectivement des éléments - vous avez parlé du général HAFTAR - qui doivent être associés à la solution. Mais le plus important, c'est qu'il y ait un gouvernement en Libye. Et qu'il puisse effectivement appeler la communauté internationale s'il en décide. Il y a déjà une force européenne. Il a été décidé par le Conseil européen qu'il y ait une force navale qui puisse protéger nos frontières et qui puisse entrer dans les eaux de la Libye, si le gouvernement libyen fait appel. Donc nous attendons qu'il y ait cette demande ou en tout cas qu'il y ait cette possibilité qui nous soit offerte de manière à assurer une meilleure sécurité et notamment de lutter contre les passeurs. Ensuite, c'est au gouvernement libyen de faire des demandes. Ce sera à l'ONU, sans doute au Conseil de Sécurité, de savoir comment peut être traitée cette demande.

Journaliste : Monsieur le Président HOLLANDE, la construction et le développement sont importants dans la lutte contre le terrorisme. Ma question est la suivante : la France en elle-même et en tant que grand pays européen, comment va-t-elle contribuer dans les projets, les grands projets égyptiens, économiques, et qui luttent aussi contre le terrorisme, les zones industrielles, le canal de Suez, etc. ?

L'Égypte, deuxième question, a beaucoup combattu le terrorisme et a beaucoup appelé à combattre le terrorisme. Si vous aviez été à notre place, si la France souffrait de ce dont souffre l'Égypte aujourd'hui, comment est-ce que vous y auriez répondu et comment est-ce que vous auriez traité ce problème de droits de l'Homme dans ces circonstances ? Merci.

LE PRESIDENT : Nous avons avec le président SISSI évoqué les perspectives qu'offre le canal de Suez maintenant qu'il a été si je puis dire dédoublé. Nous sommes tout à fait favorables à ce que les entreprises françaises viennent investir dans la zone dite du canal de Suez. La délégation qui m'accompagne, qui est composée de nombreux chefs d'entreprise, est parfaitement consciente de ce que peut représenter comme potentiel cette zone au-delà même des incitations fiscales qui peuvent exister. Nous considérons que le canal de Suez est un atout considérable non seulement pour l'Égypte mais pour toute la région et qu'il y aura là une zone qui aura une capacité de développement qui aura des conséquences sur bon nombre de pays. Vous avez raison, le développement économique est aussi une façon de lutter contre les causes du terrorisme puisqu'un certain nombre de ces groupes utilisent la misère, la pauvreté pour avoir un certain nombre de soutiens.

Vous me posez une deuxième question. La France a été touchée par des attaques terroristes. Au mois de janvier 2015, nous avons été déjà agressés et au mois de novembre dernier, nous avons eu 130 morts et des centaines de blessés. La France a fait face. Elle a riposté comme il convenait d'abord en intensifiant ses frappes en Syrie et en Irak. Elle a mis en place à travers un certain nombre de lois des dispositions de lutte contre le terrorisme. Elle a fait en sorte que notre capacité de renseignement puisse être encore améliorée. Nous avons un certain nombre de dispositions qui ont été votées pour faire en sorte que notre procédure pénale puisse être adaptée. Nous avons même proclamé l'état d'urgence. Nous sommes encore avec un état d'urgence prolongé en France. Mais nous n'avons jamais rien concédé par rapport aux libertés parce que c'est ce que nous voulons démontrer, c'est ce qui doit faire la force d'un pays comme la France avec son histoire, avec ses traditions. Nous pouvons gagner la bataille contre le terrorisme tout en restant nous-mêmes et tout en donnant autant de place que possible à la liberté.

La liberté, ce n'est pas la tolérance à l'égard de groupes qui professent la radicalisation. La liberté, ce n'est pas l'aveuglement par rapport à ce qui peut nous venir de l'extérieur. La liberté,

inserte, ce n'est pas l'érogement par rapport à ce qui peut nous venir de l'extérieur. La inserte, ce n'est pas non plus d'ignorer les risques qu'un certain nombre de groupes nous font courir à l'intérieur comme à l'extérieur. Donc nous devons apporter des réponses mais ces réponses doivent toujours être compatibles avec l'Etat de droit.